

NATIONS UNIES
CONSEIL
DE SECURITE



Distr.
GENERALE
S/5053
9 janvier 1962
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

RAPPORT ADRESSE AU SECRETAIRE GENERAL PAR LE FONCTIONNAIRE CHARGE
DE L'OPERATION DES NATIONS UNIES AU CONGO AU SUJET DE LA SITUATION
CONCERNANT L'APPLICATION DES RESOLUTIONS DU CONSEIL DE SECURITE EN
DATE DES 21 FEVRIER ET 24 NOVEMBRE 1961

Rapport sur les événements survenus au Katanga après
la conclusion des entretiens de Kitona

A) Situation constitutionnelle et politique

1. Les entretiens de Kitona entre le Premier Ministre du Gouvernement central et le Président du gouvernement de la Province du Katanga, ainsi que la Déclaration que M. Tshombé a signée dans cette ville, ont été significatifs en ce qu'ils ont marqué, espère-t-on, le début d'une autre phase constructive de l'évolution politique de la République du Congo.
2. En rentrant de Kitona à Elisabethville, M. Tshombé aurait dit, à une conférence de presse tenue à Ndola, que, puisqu'il était un porte-parole de son peuple, c'était à celui-ci qu'il appartenait de se prononcer sur l'accord. Conformément à cette déclaration, il a convoqué l'Assemblée provinciale pour qu'elle se réunisse à Elisabethville afin d'examiner l'accord.
3. Le 25 décembre, M. Tshombé a indiqué qu'il était prêt à envoyer des parlementaires katangais à Léopoldville pour qu'ils participent dans cette ville à la session du Parlement. L'ONUC a immédiatement donné l'assurance que toutes les mesures nécessaires seraient prises pour garantir leur sécurité tant pendant leur voyage que durant leur séjour à Léopoldville. L'ONUC a également donné l'assurance qu'ils rentreraient à Elisabethville en toute sécurité. Le 27 décembre, neuf parlementaires ont quitté Elisabethville pour la capitale, à bord d'un avion de l'ONUC, afin de participer à la session du Parlement. Au 3 janvier 1962, quatorze parlementaires du Katanga étaient arrivés à Léopoldville.

4. Trois fonctionnaires katangais ont aussi été envoyés dans la capitale pour prendre part à des entretiens en vue de modifier la structure constitutionnelle du pays. Ces fonctionnaires sont arrivés à Léopoldville le 3 janvier 1962.
5. Tandis que ces efforts de conciliation se poursuivaient, M. Tshombé faisait savoir par écrit au représentant de l'ONUC à Elisabethville que l'Assemblée du Katanga se réunirait le 3 janvier, et il demandait que des instructions fussent données aux forces de l'ONUC pour qu'elles s'abstiennent de gêner le transport à Elisabethville des députés de Jadotville, de Kongolo, de Kolwezi, de Kaniema, de Baudouinville et d'autres régions du Katanga. Le Président Tshombé demandait aussi l'assistance de l'ONUC pour le transport de députés venant d'autres parties de la province. Le Président Kasa-Vubu, d'autre part, a pris l'Ordonnance No 104 convoquant l'Assemblée provinciale du Katanga pour qu'elle se réunisse en session extraordinaire à Kamina. A la demande expresse du Premier Ministre, le texte de l'ordonnance a été transmis à M. Tshombé par l'intermédiaire de l'ONUC. M. Tshombé a reçu l'assurance que l'ONUC fournirait toutes les facilités nécessaires pour transporter à Kamina tous les députés provinciaux et qu'elle prendrait également toutes les mesures jugées nécessaires pour leur protection et leur sécurité pendant la session de l'Assemblée à Kamina.
6. M. Tshombé a adressé au Président Kasa-Vubu, par l'intermédiaire de l'ONUC, une lettre dans laquelle il prétendait que, d'après les dispositions de la Loi fondamentale, il était irrégulier et contraire à ladite Loi que le Président de la République réunît à Kamina, comme il se proposait de le faire, une session extraordinaire de l'Assemblée provinciale. Il priait en outre l'ONUC de faciliter la réunion de l'Assemblée provinciale à Elisabethville. La première séance de l'Assemblée provinciale à Elisabethville s'est tenue le 3 janvier. Le lendemain, il s'est tenu une autre séance, où le quorum a été atteint et où la Déclaration de Kitona a été examinée. Il a été décidé de renvoyer la question à une commission de l'Assemblée qui a été chargée d'étudier les incidences de la Déclaration et de faire rapport à l'Assemblée.

B) Activités militaires

7. Depuis la conclusion des entretiens de Kitona, la décision, pour les forces de l'ONUC, de s'abstenir d'ouvrir le feu à moins d'avoir été préalablement attaquées a été maintenue; les incidents et la tension ont progressivement diminué. Elisabethville est actuellement calme, et les facilités normales de la vie quotidienne y ont été rétablies.

8. Bien que les activités militaires concernant directement la Gendarmerie katangaise et les forces de l'ONUC aient cessé presque complètement, une nouvelle source de désordres est apparue sous la forme d'actes de terrorisme commis par la Gendarmerie et certains éléments non congolais contre des communes africaines. Le 21 décembre, certains habitants des communes ont fait savoir au siège de l'ONUC à Elisabethville que des troubles graves avaient éclaté à la suite d'attaques armées lancées par la Gendarmerie et des éléments étrangers contre des Baluba, des Tshokwe et des membres d'autres tribus. Bien que le nombre des décès signalés soit peut-être fortement exagéré, il est établi qu'un grand nombre d'habitants des communes ont abandonné leurs foyers et se sont réfugiés dans d'autres quartiers de la ville ou ont demandé la protection de l'ONUC.

9. Ces événements ont rendu plus difficile le maintien de l'ordre public. Un système de patrouilles mixtes composées de soldats de l'ONUC et de policiers katangais a été mis au point en vue de faire face à la situation anormale qui régnait dans certains quartiers de la ville.

10. Le 23 décembre, le corps de M. Olivet, fonctionnaire de la Croix-Rouge dont on était sans nouvelles depuis le 13 décembre (voir le document S/4940/Add.18, par.16), a été retrouvé, en même temps que les corps de ses deux collaborateurs de la Croix-Rouge, à côté d'une ambulance calcinée, près de l'ancien aérodrome où des combats acharnés ont eu lieu entre des troupes katangaises et des troupes de l'ONU le jour où M. Olivet a disparu. L'ambulance semblait avoir été atteinte par un projectile de gros calibre; il paraît probable que le groupe de M. Olivet a été pris entre deux feux à cet endroit. En accord avec la Croix-Rouge internationale, une enquête plus approfondie sera menée et les conclusions dépendront nécessairement des résultats de l'enquête.

C) Les mercenaires et leurs activités

11. L'incertitude qui persiste dans la situation militaire qui règne dans la province du Katanga peut encore être attribuée pour une bonne part aux activités d'éléments non congolais. Le noyau de ce groupe est encore libre de ses mouvements, ayant réussi à échapper aux forces de l'ONUC au cours de l'action militaire qui s'est déroulée du 5 au 20 décembre 1961. D'après certaines informations, divers groupes, dont un groupe de mercenaires français, auraient quitté Elisabethville pour Kipushi, sur la frontière rhodésienne.

12. D'après certaines informations également, la cheville ouvrière des opérations militaires de décembre aurait été, du côté katangais, un groupe d'environ 38 mercenaires organisé par deux mercenaires de nationalité française sous la haute direction d'un colonel, français lui aussi.

13. Pendant l'action militaire du début de décembre, 31 non Congolais ont été appréhendés par les forces de l'ONUC, à savoir 28 civils soupçonnés d'activités militaires, deux gendarmes et un fonctionnaire de police. Après un interrogatoire préliminaire, 18 des civils détenus ont été relâchés et un a été gardé en détention à Elisabethville. Des neuf civils restant, un a été relâché; les autres, de même que les deux gendarmes et le fonctionnaire de police, sont soumis à un interrogatoire à Léopoldville. On sait maintenant que six mercenaires étrangers ont été tués au cours des combats de décembre.

14. Des informations récentes indiquent que le recrutement, dans certains pays étrangers, de mercenaires pour le Katanga n'a pas cessé. C'est ainsi que l'ONUC a appris que 35 passagers, qui seraient des mercenaires recrutés dans le sud de la France, étaient arrivés à Brazzaville le 8 janvier par la voie des airs et étaient repartis peu après pour Ndola, en Rhodésie du Nord, à bord d'un avion spécial de l'UAT. Le Secrétaire général a fait immédiatement des représentations aux autorités du Congo (Brazzaville), de la France et du Royaume-Uni. Par la suite, l'appareil de l'UAT s'est vu refuser l'autorisation d'atterrir à Ndola et les autorités de la Fédération de la Rhodésie et du Nyassaland l'ont détourné sur Livingstone, où l'on a découvert que 26 passagers étaient français, un espagnol et 9 belges; les passagers français et espagnol ont été renvoyés à Brazzaville parce que leurs papiers n'étaient pas en règle; les Belges ont donné des raisons plausibles pour justifier leur voyage et ont été admis dans la Fédération. Les autorités de la Fédération feraient une enquête sur la nature du chargement de l'appareil.

15. On croit que les activités des mercenaires continuent d'être appuyées par un mouvement d'armes et de personnel étranger pénétrant au Katanga. Les fonctionnaires de l'ONUC à Elisabethville continuent de recevoir des informations indiquant que du matériel militaire est, sous diverses formes, introduit subrepticement en fraude à travers les frontières.

16. Tous les efforts sont faits pour réduire le trafic illicite d'armes à destination du Katanga. A cette fin, le Secrétaire général a adressé aux représentants permanents du Royaume-Uni et du Portugal auprès des Nations Unies, les 29 et 30 décembre respectivement, des communications demandant la coopération de ces deux gouvernements pour empêcher que des mercenaires et autres éléments étrangers visés dans les résolutions du Conseil de sécurité en date des 21 février et 24 novembre 1961, ainsi que des armes, équipement et autre matériel destinés à appuyer les activités sécessionnistes de l'administration provinciale du Katanga, ne pénètrent dans cette région depuis ou à travers le territoire de la Rhodésie ou de l'Angola. Il était proposé de stationner des observateurs de l'ONU sur quelques aéroports et voies de communication qui servent au transit de la Rhodésie et de l'Angola vers le Katanga. Les dispositions du paragraphe 5 de la résolution du Conseil de sécurité en date du 24 novembre 1961 étaient expressément signalées à l'attention de ces gouvernements. Aucun des deux gouvernements n'a accepté la proposition du Secrétaire général, encore que pour des raisons différentes. Le Gouvernement rhodésien a suggéré, par l'intermédiaire du Gouvernement du Royaume-Uni, que le Secrétaire général se rende dans la Fédération pour discuter tous les aspects du trafic frontalier. Il a également suggéré d'étendre aux communications aériennes et routières entre la Rhodésie du Nord et le Katanga les formalités d'inspection auxquelles la Croix-Rouge procède actuellement pour le trafic ferroviaire entre Ndola et le Katanga.

D) Retour à la vie normale à Elisabethville

17. Bien que la vie normale ait été désorganisée à la suite des opérations militaires de décembre, la vie civile est peu à peu redevenue normale à Elisabethville depuis la conclusion des entretiens de Kitona.

18. Les fonctionnaires de l'ONUC se trouvant sur place se sont occupés immédiatement, en collaboration avec les autorités locales, de faire réparer et remettre en marche les installations d'eau et d'électricité, malgré les difficultés et les risques dus au tir sporadique de tireurs embusqués.

19. L'ONUC a aussi pris des mesures immédiates pour aider à maintenir l'ordre public, notamment pour faire cesser le pillage des nombreuses habitations qui avaient été abandonnées. Des entretiens ont eu lieu entre des officiers de l'ONUC et le chef de la police d'Elisabethville, et des patrouilles communes ont été organisées pour faire face à la situation. On s'est mis en rapport avec le Parquet d'Elisabethville et avec le Procureur d'Etat pour que l'ONUC et le Parquet, en collaboration, fassent une enquête sur les incidents et recherchent les personnes disparues.

20. Les fonctionnaires de l'ONUC se sont aussi occupés sérieusement de rétablir la vie économique normale et les communications. Ils ont aidé la Compagnie de chemins de fer BCK à reprendre ses services de passagers et de marchandises, tout en s'assurant par des inspections que ces services ne serviraient qu'à des fins civiles légitimes. Les troupes de l'ONUC ont prêté leur concours pour toutes ces activités. L'ONUC et les autorités compétentes se sont également occupées de faire reprendre d'urgence le travail dans les installations de l'Union Minière, afin d'éviter le chômage.

21. Des dispositions ont aussi été prises pour faire venir de l'huile et de l'essence à usage domestique. Une aide a été fournie aux autorités scolaires pour leur permettre de rouvrir les écoles et, le 24 décembre 1961, la SABENA a été autorisée à reprendre ses services pour livrer le courrier de Noël.

22. Bien qu'il reste encore beaucoup à faire pour rétablir entièrement la confiance et la stabilité à Elisabethville, toutes les autorités intéressées accordent, de façon soutenue, une grande attention à cet aspect des problèmes de la ville.

